

Conférence de presse commune de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Emile Lahoud, Président du Liban, Jean Chrétien, Premier ministre du Canada, Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, Secrétaire général élu de l'OIF, à l'issue du 9ème sommet de la francophonie, Beyrouth le 20 octobre 2002.

M. EMILE LAHOUD - Ce sommet de Beyrouth marque un tournant dans l'histoire de la Francophonie et de l'Organisation. D'abord par le fait que ce sommet a connu la plus grande participation de Chefs d'Etat et de Gouvernement sur une terre arabe. Et cette même terre a accueilli pour la première fois l'Algérie au sein de la famille francophone. Je suis très heureux que Beyrouth soit inscrite dans les annales pour ce retour. Ensuite parce que ce sommet a vu l'élection d'un fils de l'Afrique, le Président Abdou DIOUF. Le Liban se réjouit de cette élection car l'Afrique est chère au coeur de tous les Libanais. C'est un continent hospitalier qui a su abriter plusieurs de ses enfants contribuant par ce fait au rapprochement des deux régions et renforçant ainsi le dialogue des cultures.

Enfin, je rends hommage au premier Secrétaire général de la Francophonie, M. Boutros BOUTROS-GHALI, qui a su par son talent et sa ténacité donner la place et le rôle politique à notre Organisation sur la scène internationale. Merci.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Président. Je voudrais tout d'abord exprimer aux autorités libanaises et, naturellement, d'abord au Président LAHOUD, mais aussi au Ministre SALAME, toute notre reconnaissance pour l'organisation parfaite de ce sommet. Le premier sommet francophone en terre arabe, comme vient de le rappeler le Président.

Et je voudrais exprimer à toutes les Libanaises et à tous les Libanais notre estime et notre amitié. Nous les avons troublés dans leur vie quotidienne parce qu'un tel sommet ne se fait pas sans que tout le monde en assume sa part de responsabilités, y compris ceux qui sont dérangés dans leur vie quotidienne et dans leur circulation. Et je voudrais dire à tous vos compatriotes, Monsieur le Président, notre estime et notre affection.

Vous avez souligné la présence du Président BOUTEFLIKA comme invité d'honneur, votre invité d'honneur, au sommet. Je m'en réjouis comme vous et je souligne la qualité exceptionnelle de l'intervention qu'il a faite à cette occasion et la hauteur de vue qu'il a prise pour évoquer à la fois la Francophonie mais aussi le dialogue des cultures et les exigences de la paix dans le monde et notamment dans cette région.

C'était en effet un sommet dans un contexte un peu difficile avec, naturellement, la situation au Proche Orient et la situation dans les relations entre l'Iraq et la communauté internationale.

C'était un sommet marqué par une crise en Afrique, en Côte d'Ivoire. Mais cela a été aussi un sommet riche de décisions : dans le domaine politique, par la relance du processus de Bamako et

commencement de décisions dans le domaine politique, par la réforme du processus de travail et du dispositif d'observation pour ce qui concerne le respect des Droits de l'Homme et dans le domaine économique, en faisant une réforme des opérateurs pour les rendre plus efficaces et plus disponibles au service de chacun des pays membres, notamment pour l'élaboration de leurs dossiers, de leurs projets et enfin dans le domaine culturel, avec l'accent mis sur le plurilinguisme et le projet de Convention internationale sur la diversité culturelle confiée à l'UNESCO.

La France, pour sa part, a fait un certain nombre de propositions, notamment en ce qui concerne l'augmentation de sa participation budgétaire à la Francophonie, mais aussi par la nomination d'un responsable chargé d'élaborer une Maison de la Francophonie à Paris. C'était une demande unanime. Et en proposant et en voyant accepter l'idée d'une très grande saison culturelle, en 2006, un festival des cultures du monde francophone, et Dieu sait qu'elles sont aussi diverses que riches.

Cela a été un sommet politique puisque nous avons pu, à huit clos, sur la proposition du Président, avoir des échanges de vues sur l'ensemble des problèmes actuels, s'agissant du terrorisme, des situations de crise régionale ou des difficultés.

Cela a été un sommet, enfin, qui nous a permis d'exprimer à Boutros BOUTROS-GHALI toute notre reconnaissance pour le travail considérable qu'il a fait en mettant en quelque sorte la Francophonie sur les rails, sur des rails solides, stables et qui indiquent la direction de l'avenir et qui nous a permis, bien sûr, de nous réjouir du consensus général qui s'est formé autour de la candidature du Président Abdou DIOUF au poste de Secrétaire général de la Francophonie.

Et je voudrais que chacun ait conscience de l'importance de ce sommet parce que, d'abord, il répond à un besoin de notre temps, qui est marqué par un considérable et dangereux déficit de respect de l'autre, de dialogue des cultures, de dialogue des civilisations et cela est un peu dans l'esprit même de la Francophonie. Et, deuxièmement, parce que cette Organisation de la Francophonie, contrairement à toutes les autres grandes organisations internationales, n'est pas une organisation régionale, c'est une organisation à vocation internationale et présente sur tous les continents. Je souhaite que chacun en mesure l'importance. Alors, je renouvelle encore ma reconnaissance, mon estime et mon amitié au peuple libanais, aux autorités et au Président du Liban qui nous ont si bien et si efficacement reçus.

M. BLAISE COMPAORE - Je voudrais, Mesdames et Messieurs, tout simplement faire observer notre satisfaction quant à la qualité de l'organisation que nous avons pu bien sûr observer ici au Liban. Comme vous le savez, le

Liban, c'est un carrefour à la fois entre l'Occident et l'Orient, entre le nord et le sud, entre le monde arabo-musulman et le monde chrétien. Donc il n'y avait pas un lieu aussi idéal pour nous permettre de réfléchir sur ce nécessaire rapprochement, ce nécessaire dialogue entre les cultures du monde.

Car nous le savons tous, notre monde a besoin de dialogue, de justice, d'équilibre. Et notre monde vit dans une période historique, pleine de dangers. Alors il était nécessaire pour les peuples, pour les civilisations diverses de se retrouver ici, grâce, bien sûr, à l'hospitalité légendaire du Liban, pour réfléchir sur l'avenir de notre parcours en Francophonie.

Nous l'avons souligné tout à l'heure, il était nécessaire pour la Francophonie, dans le contexte actuel, d'évaluer notre parcours, de définir un certain nombre de dispositions, d'actions qui vont renforcer, consolider notre famille francophone. Pour des questions, je dirai, pratiques, j'ai évoqué avec les collègues, tout à l'heure, la question de la circulation. Il ne peut pas y avoir de dialogue sans échange. Or l'échange suppose la circulation pour nos artistes, pour les étudiants, pour les entrepreneurs de la communauté francophone. Il ne peut pas y avoir de dialogue si nous avons des enfants sous-alphabétisés, sous-scolarisés. Donc il nous faut renforcer ensemble la scolarisation dans l'espace francophone.

Et il ne peut pas y avoir de communauté francophone, qui est liée avant tout par ce besoin de prospérer ensemble, de vivre en paix ensemble, sans solidarité. Car même si l'espace francophone, ou la communauté francophone, dispose de 11 % du PNB mondial, il reste que les

pays du nord sont autour de 9, 10 % sur les 11 %. Donc il y a une nécessité de solidarité et c'est pour cela que nous attendons la communauté francophone à Ouagadougou pour qu'ensemble, nous puissions tracer les voies du renforcement de notre communauté à travers une plus grande solidarité mais aussi pour pouvoir expliquer au reste du monde la nécessité de cette solidarité entre les nations du sud et les nations du nord, cela dans l'intérêt de la stabilité internationale. Nous avons bien sûr salué l'action menée par notre frère, Boutros BOUTROS-GHALI. Nous recevons encore un Africain pour quatre ans. Je dois dire que Ouagadougou, c'est un retour aux sources qui nous plaît bien et nous allons, en Afrique, nous mobiliser sur le plan de l'hospitalité et sur le plan aussi des attentes de la communauté francophone pour réussir le sommet de 2004. Je vous remercie.

M. BOUTROS BOUTROS-GHALI - Je voudrais vous dire combien j'ai été fier d'avoir été le premier Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. Combien ces cinq années ont été passionnantes au service de la paix, du développement et de la démocratie. Par démocratie, il ne s'agit pas seulement de la démocratie nationale mais de la démocratisation des rapports internationaux, de la démocratie internationale. Je voudrais aussi vous dire que la Francophonie nous permet de renforcer le couloir de transmissions entre le sud et le nord, d'abord entre le sud de la Méditerranée et le nord de la Méditerranée, entre le monde arabe, le monde africain et le monde francophone.

Et je souhaite à mon ami le Président Abdou DIOUF succès dans sa nouvelle mission et toute ma disponibilité à son égard.

QUESTION - Au Président de la République française, M. Jacques CHIRAC. Nous assistons, Monsieur le Président, depuis quelques mois, à un retour en force de la diplomatie française. Peut-on espérer que ce véritable regain diplomatique s'accompagne d'une vigilance linguistique plus concrète de la France dans les institutions européennes et dans le système des Nations Unies, dont un tiers des membres sont présents au sommet de Beyrouth ?

LE PRESIDENT - Nous avons toujours été vigilants mais je crois que nous le serons plus que jamais, ne serait-ce parce que l'ignorance, le cas échéant, de l'utilisation du français, se traduit par des injustices. Le Président BONGO exprimait l'autre jour une forte indignation en disant que certains, dans les réunions internationales, se trouvaient en quelque sorte sourds et muets. Déjà que l'on oublie le français même quand il s'agit d'une langue officielle. J'ai été heureux de constater, par exemple, en recevant récemment la Présidente du Comité national olympique grec, l'importance qu'elle attachait à ce que les prochains Jeux olympiques ne connaissent pas les quelques difficultés qu'avaient connues les précédents. Je me suis permis de l'encourager fortement dans ce domaine. Cela suppose un certain nombre de disciplines, y compris de la part des Français, et notamment des diplomates et des fonctionnaires français dans les organisations internationales, qui feraient bien de réfléchir au fait qu'il vaut mieux s'exprimer dans sa langue natale que de s'exprimer dans un anglais approximatif quand on veut vraiment défendre les intérêts de la France.

QUESTION - Bienvenue, Monsieur le Président CHIRAC, à Beyrouth. C'est la troisième fois que j'ai la chance de vous rencontrer et je suis très contente.

LE PRESIDENT - La chance est pour moi.

QUESTION - Dans le cas où les Etats-Unis décideraient d'agir d'une façon unilatérale, sans obtenir le soutien de la communauté internationale pour l'attaque de l'Iraq, comment la France agira, alors que Paris est contre l'action unilatérale, elle l'a prouvé dans les débats du Conseil de sécurité ?

LE PRESIDENT - La position de la France a été d'abord de proposer qu'il n'y ait pas une résolution concernant à la fois les modalités de l'inspection et le feu vert pour une intervention militaire automatique, mais deux résolutions. Ce qui veut dire une chose, ce qui est relatif aux modalités de l'inspection sur le rapport des inspecteurs. Et s'il apparaissait que les autorités iraqiennes ne font pas ce que les inspecteurs estiment nécessaire pour rendre efficace une inspection qui s'impose, qui est absolument indispensable en raison des doutes sérieux qui existent sur la volonté de l'Iraq de désarmer s'agissant des armes de destruction massive, alors le

Conseil de sécurité devrait, au cours d'une autre délibération, en tirer les conséquences. Et à ce moment-là, les conséquences peuvent être extrêmement diverses. La France prendra à ce moment-là ses responsabilités.

Ce qui était essentiel, ou ce qui est plus exactement essentiel pour elle, c'est qu'il n'y ait pas automaticité d'intervention couverte par la communauté internationale avant même que l'on sache quelle sera réellement la coopération que les autorités irakiennes apporteront au désarmement.

QUESTION - Au Président CHIRAC. Vous avez évoqué, dans votre discours au Parlement libanais, une harmonisation des relations entre le Liban et la Syrie. Pouvez-vous nous expliquer ce que veut dire l'harmonisation des relations entre Beyrouth et Damas ? Avec l'évolution de paix ?

LE PRESIDENT - D'abord, les relations entre Beyrouth et Damas, elles dépendent, comme leur nom l'indique, de Beyrouth et de Damas. Et il ne m'appartient pas de faire d'ingérence dans les affaires intérieures ni du Liban, ni de la Syrie, même si j'entretiens avec les autorités de ces deux pays des relations amicales et confiantes.

Deuxièmement, sur le plan plus général, j'observe que ces relations ont été examinées par les autorités compétentes et que cela s'est traduit par les accords de Taef qu'à l'époque, d'ailleurs, j'avais été l'un des premiers sinon le seul, immédiatement, chez les occidentaux, à approuver. Et ces accords de Taef prévoient une évolution. Je souhaite que cette évolution soit conduite naturellement à son terme.

QUESTION - J'adresse ma question à Monsieur le Président de la République française, Jacques CHIRAC. Je voulais parler à propos du volet économique du sommet. Pouvez-vous dire quels sont les domaines dont vous avez parlé ? De quels domaines économiques avez-vous parlé durant le sommet ?

LE PRESIDENT - Il serait peut-être plus naturel que ce soit le Président du sommet qui réponde à cette question, puisqu'il s'agit de ce qui a été évoqué au sommet.

Mais nous avons effectivement évoqué un certain nombre de problèmes économiques autour de l'idée de solidarité et dans un contexte qui était celui de Johannesburg. C'est-à-dire dans un esprit de développement durable et de solidarité internationale. En constatant que la mondialisation économique est une évidence qui ne peut pas être contestée, qu'elle présente de grands avantages, mais qu'elle suppose la mondialisation de la solidarité ou, alors, elle crée des dangers sérieux pour tout le monde et également des distorsions entre pays riches et pays pauvres, comme l'évoquait tout à l'heure Blaise COMPAORE. Et cela, il faut le combattre. C'est dans cet esprit que nous évoqué les problèmes économiques.

Alors, si vous me demandez, par ailleurs, ce que nous avons évoqué à titre bilatéral avec les autorités libanaises, nous avons évoqué notamment la préparation d'une réunion dont les autorités libanaises ont souhaité qu'elle se tienne à Paris, que l'on appelle Paris II, pour examiner comment cette solidarité internationale pourrait s'exprimer dans le cas particulier à l'égard du Liban qui, compte tenu des conséquences de la guerre et de la reconstruction, a besoin de la solidarité internationale.

M. JEAN CHRETIEN - Nous avons discuté aussi du NEPAD. Comme vous le savez, le NEPAD est une initiative africaine pour relancer l'économie de ce continent qui est en régression depuis dix ans. Et le Canada a présidé la réunion de Kananaskis où les pays du monde occidental ont décidé d'augmenter considérablement l'aide aux pays en voie de développement et aussi de répondre aux initiatives des Africains pour s'assurer qu'il y a une croissance économique plus grande dans les années à venir. Je suis très content de voir l'intérêt que les pays africains ont démontré vis-à-vis du NEPAD et le travail qu'ils font pour le mettre en place. Et j'ai eu l'occasion d'être leur correspondant au nom du G8, lors de la réunion à Kananaskis

Tout le monde pense qu'avec une amélioration du système de droit, le respect des droits humains, l'élimination de la corruption, une meilleure atmosphère pour les investissements, tout cela fera que, lorsque l'Afrique reprendra le chemin de la prospérité, lorsque nous les aidons, nous, ce n'est pas une question de charité, c'est une question d'investissement. Parce que si les Africains deviennent plus riches, ils auront plus de ressources pour acheter des biens et des services que le monde occidental produit. Alors, c'est une situation dont les Africains et le monde

services que le monde occidental prônerait, et ce est une situation dans les pays arabes et le monde occidental pourraient bénéficier en même temps.

QUESTION - Tout d'abord, je voudrais porter tous mes souhaits et compliments au Président Abdou DIOUF. Et ma demande est : comment conciliez-vous littérature et Droits de l'Homme dans le contexte de la francophonie ? Et à Monsieur CHRETIEN, quant au Québec, on connaît les problèmes du Québec par rapport à son autonomie concernant la langue. Ici, on fait appel au dialogue des cultures. Que pensez-vous de cette petite contradiction qui a tendance à avoir lieu au Canada entre le Québec et le Canada ?

M. JEAN CHRETIEN - Il n'y a aucune contradiction. On peut être à la fois Québécois et Canadien.

LE PRESIDENT - Et citoyen du Nunavut.

M. JEAN CHRETIEN - Et on peut parler français partout au Canada et anglais partout au Canada.

QUESTION - On a tendance à dire que nous parlons ici du dialogue entre les cultures et les civilisations pendant qu'on sait que, quelque part, les peuples ont tendance à s'éloigner les uns des autres. Comment voyez-vous les situations qui sévissent dans certains coins du monde ? Là où, par exemple, il y a des problèmes de guerre, comme en Afrique chez nous, en Afrique de l'Ouest en particulier. Qu'en pensez-vous ?

M. JEAN CHRETIEN - Pour moi, je pense, comme le disait le Président du Burkina Faso tantôt, que le dialogue est essentiel. Des réunions comme la Francophonie donnent à tout le monde la chance de dialoguer, d'offrir des solutions et d'aider. Je crois que des réunions comme celles-ci, c'est très utile parce que maintenant on peut discuter de tous les problèmes, même de la question des droits de la personne. On peut discuter des systèmes électoraux, des systèmes de justice qui doivent être développés dans chacun des pays. Et, lorsque tous les pays auront un tel niveau correspondant, je pense qu'il y aura beaucoup moins de problèmes qu'aujourd'hui. Et, dans ce domaine, il faut, comme le disait tantôt le Président, mon voisin, du Burkina Faso, il faut aider à augmenter le niveau de vie des gens qui vivent dans les pays pauvres.

QUESTION - Monsieur le Président LAHOUD, êtes-vous satisfait de ce sommet ? Et comment est-ce que le Liban mettra en application les résolutions qui ont été décidées ?

M. EMILE LAHOUD - Je peux vous dire que, vraiment, c'est un sommet historique, comme je viens de le dire, avec le nombre de Chefs d'Etat qui sont venus et les médias qui sont là.

Vraiment, on a pris des décisions très importantes. Et quand on pense qu'après le 11 septembre, on parlait de choc de civilisations, on voit qu'ici, au Liban, c'est le contraire, c'est le dialogue des civilisations où tout le monde se côtoie, toutes les religions, tous les Libanais avec toutes les différentes souches qu'il y a là-dedans, comme une patrie où il y a dix sept religions ensemble. Je crois que c'est dans le message.

Et les décisions qui ont été prises sont très importantes. Vous nous avez écoutés. Je crois que c'est une réussite et je voudrais vraiment remercier tous ceux qui ont pris part à ce sommet, en commençant par les Chefs d'Etat, les Chefs de délégation, et en même temps pour l'organisation qui a été faite par beaucoup de Libanais. Et je voudrais dire qu'on a eu de la chance pendant ce temps-là, alors que tout le monde attend du Moyen-Orient qu'il y ait une guerre ou quelque chose comme cela. Maintenant, on voit ici que c'est le contraire, c'est le dialogue des cultures. Ce qui est très important pour le Liban.

Et, vraiment, je voudrais ici-même remercier encore une fois le Premier Ministre CHRETIEN. Je sais combien il a fait pour la Francophonie pendant ces trois années. Et aussi, encore une fois, Monsieur Boutros BOUTROS-GHALI qui a toujours été à côté du Liban, spécialement dans les moments difficiles quand on a eu Cana. Et je suis très heureux que le nouveau Secrétaire général, Monsieur DIOUF, ait été élu. Nous, Libanais, on sait combien il aime le Liban, il est près du Liban et en même temps pour la Francophonie, il est l'élève de Léopold SENGHOR. Il va donner beaucoup à la Francophonie, j'en suis sûr.

Et, finalement, je voudrais dire ces quelques mots à l'attention du Président CHIRAC. Maintenant que vous m'avez demandé la question, je voudrais dire que, si ce n'était pas pour le Président CHIRAC, cela aurait été très difficile d'avoir la Francophonie au Liban. On vous remercie.

LE PRESIDENT - Si vous me permettez d'ajouter un seul mot à ce que vous venez de répondre à la dame qui vient d'intervenir. Le Président LAHOUD a dit que c'était un sommet historique.

Cela nous flatte. Mais je voudrais remarquer qu'en quelques mois, c'est le deuxième sommet historique qui se tient à Beyrouth. Ce qui marque bien le retour du Liban à la place qui a toujours été la sienne, c'est-à-dire l'une des premières places sur la scène internationale.

M. EMILE LAHOUD - Merci.